

RESEAU NATIONAL "JEUNES EN ERRANCE"

**COMPTE-RENDU DES RENCONTRES
PROFESSIONNELLES "GRAND SUD"
MONTPELLIER. 5 ET 6 MAI 1999**

**Compte-rendu rédigé par Didier Lucas
c/o CEMEA. 24 rue Marc Seguin. 75018 Paris**

SOMMAIRE

Introduction	p. 3
Nouveau public ?!	p. 4
Le rapport aux services sociaux	p. 7
Demande et offre... quel fossé !	p. 8
De l'urgence à l'accompagnement	p. 10
La rue	p. 11
Les dispositifs d'urgence	p. 12
L'accompagnement social	p. 13
Quand le public devient acteur et interlocuteur...	p. 15
Nos pratiques changent... et nous ?	p. 17

...Leur errance est sans but dans nos systèmes de valeur, mais ces personnes poursuivent un but qui leur est propre...

Ces deux jours de travail s'inscrivent dans la poursuite des journées parisiennes de décembre 1998, organisées par les CEMEA.

Nous visons toujours, au milieu de l'affolement général généré par les jeunes et leurs errances, à élaborer une parole de "travailleurs sociaux de base", un discours issu directement de la pratique au quotidien.

Nous nous sommes donc rencontrés les 6 et 7 Mai dernier dans notre belle ville de Montpellier, dans de sympathiques locaux prêtés par le CHRS Regain.

Malgré quelques contrariétés liées à une grève SNCF et à une météo approximative, nous avons pu nous retrouver et, en profitant du soleil, tenter d'avancer dans nos questionnements et dans une définition de ce réseau qui semble s'élaborer.

Les intervenants autour de la problématique des 18-25 ans foisonnant à travers le territoire, nous avons pris pour principe d'inviter des acteurs du "grand Sud", sollicitant des personnes déjà présentes lors de la réunion Parisienne (afin de garder l'esprit de ces rencontres) auxquelles sont venus se joindre des petits nouveaux... (listing en annexe).

Il ne s'agit pas de territorialiser la réflexion sur un problème d'envergure nationale, voire européenne, mais il fallait bien choisir un biais pour sélectionner les intervenants.

Les différents travailleurs sociaux présents représentaient un panel assez large, tant au niveau des domaines d'intervention (travail de rue, SAO, accueil de jour, CHRS, insertion...) qu'en ce qui concerne les lieux d'intervention (grandes villes, villes moyennes, milieu semi-rural...).

Nous avons donc travaillé sur plusieurs axes :

- Nouveau public, nouvelles approches, nouvelles interventions...
- De l'urgence à l'accompagnement...
- Quand le public se regroupe et se structure...
- Se rencontrer et réfléchir, élaborer un réseau : pour quoi faire ?

Nous tentons donc ici de synthétiser des débats et des idées qui ont fusé durant deux jours sur la base de notes extraites par plusieurs d'entre nous, au milieu des échanges, des contradictions, des anecdotes et des récits d'actions et d'interventions.

Espérons que cette restitution vous satisfera...

Didier Lucas

NOUVEAU PUBLIC ?!

Lors de la première rencontre, nous avons surtout focalisé sur, il est malheureux de le dire ainsi, “ l’errance traditionnelle ”, la “ zone ”, en rupture, en rejet, en revendication de marginalité, pour certains dans une dimension d’errance initiatique.

L’errance est multiple... nous sommes confrontés à ses nombreuses déclinaisons...

Depuis environ deux ans, un public chaque jour plus nombreux sollicite nos services, dans une dimension d’errance économique. Il s’agit d’une population spécifique issue pour la plupart des banlieues difficiles... Cette part du public est de plus en plus jeune, certains sont à peine majeurs... lorsqu’ils le sont...

En parler fut délicat... Nous avons pu élaborer une description, sans réellement aller plus loin.

Il ne s’agit pas de tomber dans une catégorisation, mais de définir des types de jeunes et d’errances auxquels nous sommes confrontés dans nos pratiques quotidiennes, les intervenants étant différemment sollicités selon leurs rôles et fonctions respectifs. De plus, les différents types de jeunes errants sont constamment en contact dans les rues, dans des jeux d’interactions souvent “ explosives ”, dans des fonctions de miroir souvent insupportables.

Peut-être que ce public n’est pas nouveau, ces jeunes et leurs attentes sont connus des équipes de prévention dans les cités, mais nos services et nos interventions d’urgence sociale ont beaucoup de mal à s’adapter à leurs demandes, leurs revendications et comportements.

Ils sont donc issus d’un contexte socioéconomique difficile, de familles elles-mêmes en difficulté sociale, souvent au bord de l’implosion. Ils semblent quitter le “ carcan ” de la famille et du contexte du quartier ou de la ville... Ce refus des contraintes se retrouvera dans les interventions d’urgence ou d’accompagnement.

Désirant quitter leur environnement au sein duquel ils se sentent en stagnation ou en danger, ils s’en vont à la recherche d’un “ El Dorado ” où ils désirent renaître et s’autonomiser. Fort souvent les liens avec la famille et le milieu d’origine perdurent, même s’ils se sont délités, même si la cohabitation n’est pas possible. Cet ancrage reste tout de même un point positif dans le travail de construction identitaire.

Il s’agit également d’un départ initiatique, l’approche de nouvelles expériences, la recherche d’une aventure... Lorsque celle-ci perdure, on se perd... On atteint parfois le point de non-retour, le moment où la souffrance prend le dessus sur l’exaltation.

L'image médiatique des différentes villes, le bouche-à-oreille, le phénomène de groupe (celui qui s'installe fait venir ses copains) sont les ingrédients de ces voyages. Cette errance n'a rien de romantique, et est liée à une volonté affichée d'insertion dans le tissu socio-économique. Il n'y a pas de revendication de marginalité, mais au contraire une demande de "normalité sociale" : "*...un boulot et un appart, comme tout le monde...* "

On ne retrouve pas chez ce public cet affichage de la différence tels les vêtements de la zone : d'où une difficulté de repérage, notamment pour les intervenants de rue.

Cette rupture se compose de divers paramètres, construisant ce mal-être, ce décalage social. D'abord scolaire, puis par rapport au monde du travail, souvent par rapport à la loi (petite délinquance), la dimension s'intensifie dans le conflit familial, se poursuit dans la perte du réseau relationnel et trouve son paroxysme dans un départ, souvent sur un coup de tête...

Il est à noter que nombre de ces jeunes en errance sont d'origine maghrébine, écartelés entre 2 cultures, d'où des difficultés de communication intergénérationnelle encore plus flagrantes. L'attraction du Sud et de la culture méditerranéenne doit également jouer un rôle important dans le départ de ces jeunes en quête identitaire...

En manque de repère, en conflit avec les normes sociales, dans la non-acceptation des contraintes, ils affichent un désir d'insertion souvent en inadéquation avec les réalités sociales, peu ou pas intégrées.

Confrontés à un contexte socio-économique hostile, on s'aperçoit rapidement qu'ils reconstruisent les comportements, les habitus et les modes relationnels qu'ils vivaient dans leur environnement d'origine.

D'aucun disent qu'ils "*transportent la cité dans les centres villes*", qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs, porteurs d'une identité qui leur colle à la peau dans leur rapport aux autres et aux exigences de la vie en société.

Fonctionnant en dynamique de groupe, s'organisant autour de différents "business", ils entrent souvent en résonance avec les circuits de deal mis en place par la "zone". Se développe alors des guerres de conquête de territoires, de clientèle qui donnent lieu à des affrontements d'une rare violence, comme nous le rapportent les médiateurs de rue.

Devant nos difficultés à intervenir auprès de ces jeunes, nous évoquons bien entendu la question d'un travail en amont, sur leur site d'origine. *Les éducateurs de prévention les connaissent bien, et savent dialoguer avec eux ! Ils ne peuvent pas les garder ?*

Bien sûr... mais il faut considérer plus avant cet aspect de la question, en en soulevant d'autres :

→ C'étaient des marmots qui ont grandi aux pieds des immeubles ou dans des quartiers populaires, beaucoup ne sont pas connus des services de prévention ou de l'aide sociale à l'enfance : il y a un réel déficit en termes d'éducation scolaire et périscolaire, voire spécialisée.

→ Est-ce permettre l'émergence d'un individu, d'un citoyen, que de le fixer dans le quartier difficile qui l'a vu naître ?

→ Nous avons vu l'explosion des quartiers difficiles sous la forme de revendications allant jusqu'à l'émeute ultra-violente... ces électrons libres détachés de la molécule initiale, attirés par des " ailleurs " magnétiques ne sont ils pas un autre symptôme de la fission des quartiers difficiles, moins spectaculaire mais tout aussi difficile à gérer qu'un rodéo nocturne ?

La question qui se pose alors réellement est celle de la protection des 18-21 ans, voire plus, dans un âge de non-droit, pour lesquels le départ s'avère souvent plus négatif que profitable.

Il est donc fondamental que soient mobilisés les intervenant en amont : la famille, l'école, le contexte social, les services des départements, ceci afin que la structuration identitaire et sociale de ces jeunes ne s'élabore pas sous le double signe de la rupture et de l'isolement.

Il est également important de questionner la Justice et ses mesures sociales, beaucoup d'entre eux étant dans des problématiques de petite ou moyenne délinquance. Le départ dans l'errance est souvent lié à une décision de justice ou une sortie d'incarcération.

Enfin, le ratio de jeunes ayant un passé de suivi ASE ou PJJ semble énorme au sein de cette population, tout comme il l'est au sein du public " jeunes en errance "... Certaines statistiques évoquent quelques 40% (verbalisés !)... Il semble fondamental de tenter d'avancer dans cette optique et obtenir des éléments chiffrés fiables permettant d'ouvrir un réel débat à ce sujet !

Ce nouveau public impose une approche différente à laquelle les services d'urgence sociale ne sont pas ou peu préparés : demandes, revendications, codes de communication et discours issus d'une culture des banlieues.

LE RAPPORT AUX SERVICES SOCIAUX

Le constat général souligne que ces jeunes sont très consommateurs de services sociaux. La plupart sont très au fait des mesures, des dispositifs et de ce à quoi ils peuvent ou croient pouvoir prétendre. La notion de Droit intervient énormément dans le discours, celle de Devoir beaucoup moins.

Nous sommes énormément sollicité en termes d'hébergement, ces jeunes ne squattant qu'à l'occasion, en derniers recours, lorsque leurs réseaux ou les possibilités sociales sont épuisés ou inexistantes.

On s'aperçoit que solliciter une intervention sociale est une des premières actions mise en place lors de leur arrivée sur une ville, souvent avant que de tenter de trouver des solutions personnelles.

En effet, beaucoup viennent de vivre un parcours d'errance jalonné de diverses prises en charge dans plusieurs villes et se présentent aux accueils de nos services à la suite d'une série d'échecs...

Il s'agit alors d'une instrumentalisation des services d'urgence et d'insertion, souvent avec une "pression" sur leur interlocuteur, qui va alors devoir longuement œuvrer avant toute chose à poser un cadre d'intervention cohérent, parfois à l'occasion de confrontations houleuses, afin de pouvoir travailler sereinement.

Comme cité plus haut, nombre de ces jeunes ont un passé institutionnel, générant des représentations quant à l'action et aux responsabilités envers eux des travailleurs sociaux. D'où un travail de recadrage avant que de pouvoir entamer une relation constructive.

DEMANDE ET OFFRE... QUEL FOSSE !

Nous sommes confrontés à une demande très précise, “ *du boulot et un logement*”, discours plaqué sur les seules mesures d’insertion offertes aux moins de 25 ans par les politiques sociales... demande parcellaire et insatisfaisante induite par les réponses stéréotypées des intervenants sociaux.

Ne tombons alors pas dans la facilité de se contenter d’y répondre et de jeter une énième fois la personne vers le mur des réalités socio-économiques en plaquant des dispositifs à une multitude de situations différentes..

Les travailleurs sociaux, face à toute demande, reçoivent en plus l’exigence de l’immédiateté de la réponse.

Nous avons alors travaillé quelques instants sur ce point : la notion d’immédiateté peut s’analyser sous plusieurs aspects : une dimension psychotique ne supportant pas la moindre frustration ; une incapacité à la projection dans l’avenir ; ou plus simplement et plus généralement une caractéristique de notre civilisation moderne, temps de la consommation et de la satisfaction sans délai des désirs, comme nous le serinent constamment les médias et la publicité.

Donc, si l’on parle d’insertion, il ne s’agit pas d’insertion sociale au sens commun du terme, mais d’insertion dans le contexte économique ambiant, dans le sens où ces jeunes en rupture ne sont pas désinsérés, car inscrits dans des habitudes de désirs sociaux et de consommation. Le décalage s’opère en termes de culture de l’accession sociale et des moyens d’y parvenir.

Ces jeunes ont connu des modes de vie facile, que se soit en famille, en institution, ou dans des milieux de trafics divers... Dans un rapport à la vie où tout se monnaie, où l’argent et la position sociale qu’il véhicule sont prépondérants, dans quelles positions sommes nous avec nos mesures d’insertion à 2002 Frs, nos CES sans lendemain ? Quels trésors “ éducatifs ” ne faut-il pas développer pour faire entendre à l’individu inscrit dans l’immédiateté que la frustration qu’on lui propose actuellement lui ouvrira dans un ou deux ans des lendemains radieux... peut-être...

C’est un décalage entre ce que nous proposons et leur conception de l’insertion, qui ne peut s’amenuiser qu’à travers une relation d’accompagnement de qualité, travaillant sur les notions de contraintes et de libertés, de frustration et de gain... bref, sur les exigences d’une société reposant sur des fondements judéo-chrétiens. C’est là que nous retrouvons la fonction de normalisation des travailleurs sociaux.

Evaluons également, enfin, les exigences énormes que nous véhiculons pour les moins de 25 ans, pour lesquels il est demandé, dans une situation d'extrême précarité, d'accéder à des ressources et quasi simultanément à un logement.

DE L'URGENCE A L'ACCOMPAGNEMENT

De cette errance de ville en ville, de rues en rues, de groupes en groupes, de CHRS en SAO, d'échec en abandon, on s'aperçoit donc que le problème économique initial devient social, voire médico-social. En effet, lorsque l'errance dure, on atteint le point de non-retour, tant géographiquement que dans l'apparition de ce que l'on peut nommer " des pathologies liées à l'exclusion " : addictions s'ancrant jour après jour, émergence de maladie mentale, troubles du comportement... amenant souvent le sujet à ne plus être en mesure de se ressaisir, même s'il parvient à un certain niveau de stabilisation. Il s'agit alors d'une véritable assignation dans l'errance...

Tous les jeunes en errance, confrontés aux " anciens " dans la rue, images d'un funeste avenir, revendiquent de ne pas être des clochards, des épaves à la dérive.

Comment maintenir l'illusion de ne pas être une " cloche ", seul sentiment pouvant permettre un espoir dans les pires dérives, si ce n'est à travers une approche relationnelle de rue ?

De terribles questions se posent alors : quels adultes autonomes pourront ils devenir ? Quelle place va-t-on leur donner, quels moyens pour y parvenir ? Comment vont-ils réussir à obtenir ce que chacun d'entre nous recherche, à savoir un " apaisement social " ?

LA RUE

Le premier contact avec les jeunes errants sur un territoire donné concerne la plupart le travail de rue : amorce de l'élaboration de liens, entrée dans une dimension d' "intermédiaire ".

Nos collègues travailleurs sociaux des rues nous ont parlé de leurs interventions, leurs questionnements, leurs doutes, réussites et échecs.

Définissable comme une approche du groupe pour repérer les individualités, l'intervention, le dialogue ne sont pas des buts en soi, mais une transition vers une dimension d'accompagnement social.

C'est une rencontre difficile, délicate, parfois dangereuse qui met l'intervenant à découvert. Celui-ci exprime le besoin d'être soutenu, tant en termes de reconnaissance que de relais.

Le travail de rue est un média qui vient s'imposer, et maintenir en suspens les questions qui se soulèvent du fait de sa présence... cela permet de maintenir la relation, alors que d'autres vont pouvoir fournir les réponses. C'est une interface qui doit rester à sa place !

Il s'agit d'une présence qui apporte un regard extérieur, qui interpelle et " emmerde ", qui reconnaît et fait miroir. On va creuser le manque, jusqu'à ce le manque manque et que le désir réapparaisse, que l'individu ait envie d'aller plus loin, tant dans ses trajectoires de vie, que dans pourquoi pas géographiquement.

Le Médiateur de rue vient travailler dans le cadre des personnes. Son statut garantit la qualité de la relation, car, même dans la rue, l'intervention se déroule dans un cadre institutionnel précis, qui protège l'intervenant et la relation.

LES DISPOSITIFS D'URGENCE

Il s'agit là des lieux dits "accueils de jour", multiples dans leurs formes et leurs activités. Ce sont également des lieux où se côtoient divers types de jeunes errants, ce qui ne va pas sans demander une gestion affinée de ce qui s'y joue.

(Il y aura lieu de traiter plus avant la question des accueils de nuits, qui mérite du temps et de longs débats...)

Une des questions soulevées était de savoir si l'offre matérielle est nécessaire, ne serait-ce qu'en tant que "moyen d'accroche". En effet, dans les dispositifs, coexistent des lieux où l'offre de service est importante, du café au permis de conduire (si ! si ! à ALES !) en passant par les lessives, et des lieux sans prestation privilégiant la relation, mais allant également vers l'accès aux droits fondamentaux.

Ces lieux d'accueil à bas seuil d'exigence sont les premiers pas de la relation hors la rue, dans un cadre qui, s'il est minimal, pose tout de même un certain nombre de règles et les fait respecter.

La relation qui s'y élabore va permettre l'émergence de la demande, du désir, quels qu'ils soient, et d'orienter vers les structures ou service en mesure d'y répondre, ou d'y non-répondre.

Pris par le temps et leurs exigences, leur urgence et notre urgence, on n'attend pas que le désir naisse... On le provoque, et on ne va pas jusqu'au bout... C'est bien là une des limites de l'accompagnement social dans le cadre de l'urgence...

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Celui-ci s'élabore dans le paradoxe de l'urgence qui dure longtemps, en attente que le dispositif adapté offre une solution à plus long terme.

C'est la travail des structures de type SAO, c'est à dire accueil d'urgence et orientation, qui chaque jour davantage sont amenés, **par défaut**, à mettre en place des éventails de prestations élargies, à savoir un accompagnement social global.

D'aucuns considèrent l'accompagnement social comme une part "noble" de nos interventions, comme le dépassement de la demande initiale vers ce que l'on considère comme la vraie demande (le sens de la vie ?). Attention à ne pas éliminer la demande première, qui est la satisfaction des besoins primordiaux, sans laquelle rien ne peut avancer.

Nous sommes donc en permanence sollicités dans une dimension de demandes stéréotypées, à laquelle rien n'est plus simple que de plaquer des réponses stéréotypées... "*Je te demande ce que j'imagine que tu attends que je te demande... Ainsi tu me donneras quelque chose... Même si je n'en veux pas ou n'en ai aucun besoin, j'aurai ainsi obtenu une prise en considération.*". Une phrase qui nous a tous séduits a illustré cet aspect de la demande, qui ne dévoile pas de prime abord la dimension de souffrance "**la demande pudique**".

Dans le cheminement d'accompagnement, quels qu'en soient les objectifs (de l'administratif le plus basique jusqu'aux projets les plus ambitieux), il va falloir faire une large place à l'utilisateur tant dans sa parole que dans ses productions, tout en tentant jour après jour un recadrage par rapport aux réalités. Auprès d'un public en grande souffrance, la souplesse est un atout fondamental afin de bâtir une relation constructive, mais il est incontournable de poser des limites tant au niveau des comportements au sein des structures d'accueil, que des désirs et revendications des individus.

Il est difficile de trouver la position entre le tout répressif et passer l'éponge à chaque fois, face des productions parfois intolérables, mais qui sont non seulement le symptôme d'une immense souffrance personnelle et sociale, mais aussi d'une inadéquation avec les exigences

L'accompagnement pose la notion de contrat, donc de contraintes, notions qui régissent la vie sociale. Permettre à un individu de s'inscrire dans une dimension de contractualisation, en ce qu'elle est bilatérale, même si cela conduit à un échec et une "sanction", est tout simplement l'accès à une part de citoyenneté qui lui fait grand défaut.

Voilà donc ce que propose la mise en place d'un accompagnement : un référent, un cadre... au sein duquel l'individu va pouvoir évoluer, avancer ou régresser.

C'est paradoxalement un cadre qui permet à l'individu en souffrance d'exploser, car il sait qu'il sera géré.

La demande étant un signe de manque d'autonomie, le référent joue un rôle d'interface, mais attention à la dépendance, à la tentation aliénante de l'assistantat.

Toujours au chapitre des exigences, nous nous retrouvons avec des dispositifs comme TRACE qui ne laissent pas de droit à l'erreur, de place à l'échec... Peu des jeunes auprès desquels nous intervenons ne sont d'ailleurs en mesure d'y accéder.

“ On a le droit de faire des erreurs quand on a vingt ans. ”

Devant ces parcours chaotiques, ces dynamique d'échecs répétés, laisser une porte toujours ouverte a un sens... Mais si et seulement si il s'agit de travailler l'échec, d'en pointer les tenants et aboutissant afin de sortir de la répétition, de la position somme toute confortable de “ loser ” incompris.

Accompagner ces jeunes en difficultés soulève diverses questions que nous avons rapidement évoquées, mais dont il est fondamental de se saisir de manière plus approfondies :

→ Les modes d'hébergement, du foyer d'urgence à l'hôtel social en passant par le CHRS montrent leurs limites par rapport aux jeunes errants de tous types. Il apparaît crucial de revisiter les modes de prise en charge, dans un intermédiaire entre individuel et collectif, intime et social.

→ Le squat est de plus en plus considéré comme un “ domicile de secours ” par les pouvoirs publics (adresses pour les droits sociaux), un squatteur depuis plus de 3 mois est reconnu comme un habitant de la ville... Or, on continue de vider les squats et autres occupations illégales... Paradoxe ?

→ A défaut d'emplois disponibles et d'employabilité chez beaucoup de jeunes, il est de bon ton de claironner qu'il est tant de revaloriser l'activité, mais on s'aperçoit que l'activité est tellement légiférée et inscrite dans des cadres que son accès n'est pas possible pour les plus en difficultés.

Médiateur, entre deux, entre l'individu en difficulté et les institutions, entre le citoyen exclus et le corpus social, le Travailleur Social se trouve dans une position très délicate, conjuguant aspect technique et légal de sa fonction et émotion de la rencontre.

D'où la question : peut-on se contenter de la place de tiers ? Où se place le militantisme dans le rapport que nous entretenons avec nos institutions ? Il n'y a qu'à voir combien est importante dans nos actions la dimension de “ discrimination positive ” pour les individus refusés du droit commun, notre volonté de faire en sorte que l'intéressé soit sujet et non objet de l'institué.

“ *Un paquet ne s'en sort pas...* ” : cette constatation qui peut a priori sembler simpliste nous renvoie principalement à nos pratiques, leurs désirs, et notre manière de les appréhender, de trouver l'adéquation entre l'individu et les dispositifs.

QUAND LE PUBLIC DEVIENT ACTEUR ET INTERLOCUTEUR...

Ce sujet de réflexion a émergé à la suite de la description de trois expériences en cours :

- A **Saint BRIEUC**, suite à une manifestation de personnes sans domicile délogées d'un squat, un lieu d'hébergement alternatif a été mis en place. La SNCF a fourni un wagon près du port. Un Travailleur Social assure une présence quotidienne.

Le groupe, réuni au départ par le sentiment de "spoliation", s'est ensuite structuré en association "La Sauce Gravoisse". Tournée vers la culture et le lien social, celle-ci devient un interlocuteur auprès des pouvoirs publics locaux, des associations...

Des projets se développent, comme l'investissement d'un local désaffecté près du wagon, l'organisation de festivals de musique, d'happenings culturels.

-A **CLERMONT-FERRAND**, l'association AIDES Auvergne a accompagné l'émergence d'un groupe d'Auto-Support d'usagers de drogues. Le but de cette association, "THC – Tox Horror Circus", est de devenir un interlocuteur reconnu en ce qui concerne les politiques locales d'intervention en toxicomanie. En parallèle se construit une légitimité à travers un travail de Réduction de Risques dans le cadre des concerts et festivals de la région.

- Enfin, un groupe de squatteurs **Toulousains**, investissant un immeuble, s'est vu reconnu en tant qu'occupant par les pouvoirs publics, propriétaires des lieux. Le PACT-ARIM de Haute-Garonne s'est vu confier la gestion locative, ainsi qu'un travail autour de la notion "d'habiter", en lien avec un collectif représentant les "locataires" des lieux.

Ces nouveaux rapports qui s'instaurent lorsque les usagers ne sont plus uniquement l'objet de nos interventions, mais deviennent acteurs et interlocuteurs, pose une fois de plus la question de la position difficile et ambiguë du travail social, entre pouvoirs publics et usagers, entre politiques sociales et souffrances individuelles.

Dans cette prise de responsabilité d'individus par rapport à leur communauté, se recrée une hiérarchisation, des rapports de force, des enjeux de pouvoir que nous allons devoir gérer de manière à permettre au groupe et au projet de perdurer.

Il s'agit de donner à chacun les moyens de se prendre en main. " Lorsque le groupe va mieux, les individus obtiennent une nouvelle force, une nouvelle dynamique ".

On peut reconnaître la bonne santé d'une démocratie à ce qu'elle tolère, et même génère des contre-pouvoirs, des groupes en mesure de s'opposer à la mise en place de politiques, sociales en l'occurrence, tout en proposant des aménagements ou des mesures constructives.

C'est ainsi que nous pouvons considérer l'école : en offrant aux enfants la possibilité de devenir des citoyens responsables, cultivés et capables de pensées plus ou moins libres, l'Etat se met en danger, face à des individus ou des groupes élevant une parole, des propositions... de cette confrontation, la démocratie peut sortir redynamisée et s'inscrire dans le projet de société qui en est l'âme.

Cette forme de travail social communautaire que nous tentons de décrire ici semble relever du même principe...

Le travailleur social et son institution sont l'interface dans ce processus, position délicate en ce que les groupes qui se créent remettent souvent en cause nos interventions.

→ Allons nous nous inscrire en contre, devant ce mouvement ?

→ Allons nous accompagner cette émergence, grâce à notre logistique, nos connaissances en termes de droit et de construction de dossier (par exemple la mise en place d'une association loi 1901) ?

→ Devons-nous la générer, créant des groupes de " citoyens exclus " permettant aux individus d'entrer dans une dimension de reconnaissance, grand pas vers une citoyenneté retrouvée ?

Le travailleur social se retrouve face au sens de son intervention : est-il agent de normalisation, ou facteur de modifications sociales ?

Médiateur, entre-deux... peut-on se contenter de la place de tiers ?

Dans des réalités sociales de plus en plus excluantes, une part de militantisme se révèle nécessaire dans nos interventions : faire remonter les réalités, nos difficultés, changer les regards

En effet, la frontière entre le travailleur social et le groupe auprès duquel il opère devient de plus en plus floue, à la mesure de l'implication de l'intervenant dans le projet.

NOS PRATIQUES CHANGENT... ET NOUS ?

Cette nouvelle pratique émergente, l'intervention en urgence, la médiation de rue, composent une nouvelle donne du travail social. Nos métiers sont en train d'évoluer et de se transformer.

Nous entrons dans de nouvelles missions, de nouvelles interventions, difficiles à définir, avec des effets à long terme difficiles à évaluer. Ces nouveautés font peur et sont difficilement acceptées car elles bouleversent les habitudes et les identités professionnelles.

Le nouveau travail auprès du collectif se heurte à la peur de casser les dynamiques individuelles pour les gens suivis par ailleurs individuellement.

On se retrouve donc face à un vide identitaire dans ce processus de recomposition de notre professionnalité.

Certains vont jusqu'à dire que leur statut de travailleur social gênerait la relation avec les usagers, préférant taire leur profession afin d'éviter les a priori liés à leur statuts.

Cette attitude est fort révélatrice de ce trouble actuel, alors qu'il est fondamental d'aborder l'autre avec le cadre qui nous missionne, garant alors d'une relation transparente, protégeant tant celui qu'on approche que soi-même des dérapages qui menacent sans cesse la relation d'accompagnement.

C'est sûr que nos professions véhiculent des a priori, parfois fondés, mais c'est à l'individu travailleur social que d'instaurer dans la relation le nécessaire climat de confiance qui permettra de fonctionner.

Au-delà, il est tout simplement extrêmement important que de revendiquer nos identités et nos spécificités professionnelles, nos compétences et notre technicité auprès des personnes en difficulté sous peine de voir peu à peu se réduire notre champ d'intervention au profit d'intervenants issus de formations universitaires très technicisées, mais au sujet desquelles on peut légitimement avoir des doutes concernant l'approche de la misère et des citoyens qui en souffrent.

Sauvegarder nos professions et nos outils de travail ne signifie aucunement s'inscrire dans une attitude passive, voire passéiste, mais au contraire d'avancer, de gagner en technicité, travail de recherche, montage de projet, dialogue avec les financeurs, médiatisation... bref, savoir travailler tant au niveau du développement des structures, qu'au niveau des personnes qui y sont accueillies. Et donc accepter que nos fonctions et notre approche du public change, tout comme notre société...

C'est toujours dur les changements... on verra si nous arrivons à suivre cette évolution.

UN RESEAU, POUR QUOI FAIRE ?

A l'issue de ces deux journées, vint le moment de faire le point... et au-delà de questionner le sens de cette rencontre et de celles à venir...

“ C'est bien sympathique et intéressant de se retrouver, d'échanger des idées, des pratiques, de bien manger... Mais où allons-nous ? Vers quoi tendons-nous ? ”

Quels sont les objectifs de ce réseau ?

Une remontée d'informations vers les décideurs ?

Influencer les politiques sociales en cours et à venir ?

Où se situe-t-il dans le PSF (Paysage Social Français) et sa pléthore d'organisations et de réseaux ?

Dans quel contexte et sous quelles influences allons-nous évoluer ?

Comment le faire vivre, croître, embellir et être utile au développement de nos interventions ?

Dans quels objectifs ?

Quels moyens techniques, en plus des rencontres ? Il semble qu'internet puisse nous fournir des éléments de travail fort intéressants, sachant que la plupart des intervenants sont équipés d'un accès et d'une E-mail, soit personnellement, soit professionnellement.

En passant, voici la nôtre : issue.corus@wanadoo.fr

Ce n'est qu'en réussissant à répondre à ces diverses questions, qu'en donnant du sens à ce réseau naissant, qu'il pourra continuer à exister, qu'il atteindra l'âge adulte et une légitimité.

La MLI de Toulouse propose une réunion automnale ou printanière, avant ou après la rencontre parisienne de Décembre aux CEMEA. Il est fondamental que nous ayons avancé sur cette question du sens, sinon nous serons confrontés à une désaffection progressive des participants.

Voilà, ainsi se termine un écrit qui reste ouvert, difficile exercice que de retranscrire ce qui s'est parlé durant deux jours. Il manque beaucoup de choses, mais j'espère que ceux qui étaient là ne se sentiront pas “ trahis ”, et que les autres auront envie de travailler ces questions plus avant.

Didier Lucas. CORUS. Montpellier.